

### Francis LALANNE, *Révoltons-nous*

Cergy-Pontoise, InLibro Veritas, 2011, 156 p. À télécharger, licence Art Libre : [http://www.ilv-bibliotheca.net/pdf\\_ebook\\_gratuit/revoltons-nous.pdf](http://www.ilv-bibliotheca.net/pdf_ebook_gratuit/revoltons-nous.pdf)).

Gilles Boenisch

---



#### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6789>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.6789](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.6789)

ISSN : 2259-8901

#### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 349-351

ISBN : 978-2-8143-0120-7

ISSN : 1633-5961

#### Référence électronique

Gilles Boenisch, « Francis LALANNE, *Révoltons-nous* », *Questions de communication* [En ligne], 21 | 2012, mis en ligne le 18 décembre 2012, consulté le 28 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6789> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.6789>

---



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

l'espace de coopération transfrontalière dont le Luxembourg est le centre (la « Grande Région »).

À bien des égards, on se retrouve devant des « territoires conteneurs » qui viennent relativiser les gloses sur la mondialisation et l'hybridation culturelle. La même dialectique entre identités attribuée et appropriée est à l'oeuvre sur le plan des images, comme le montrent les études sur une bande dessinée humoristique (*Superjhem, Sepergendarme*), des expositions artistiques ou encore un remarquable passage sur les images symboliques de la ville du Luxembourg (en particulier celle de la « forteresse »). Enfin, dernier chapitre, les cultures quotidiennes sont par excellence les lieux de constitution de ces identités. Trois terrains sont présentés : celui des genres (cadre de manière assez générale et descriptive, ce qui fait qu'on ne perçoit pas toujours le lien avec la problématique centrale de l'ouvrage), celui de l'alimentation où les phénomènes de résistance ou de détournement de la communication institutionnelle sont clairement mis en évidence, ou encore celui de la perception des travailleurs frontaliers, ici aussi caractérisé par une ambivalence qui est, avec beaucoup de pertinence, présenté comme constitutif de l'identité, rompant avec le sens commun de l'homogénéité et de l'univocité des « identités fortes ». Malgré une hétérogénéité consubstantielle à tout ouvrage collectif, *Construire les identités au Luxembourg* apporte des éléments empiriques et théoriques précieux à la compréhension des phénomènes identitaires. Bien que centré sur un terrain singulier, l'intérêt de ce livre ne se limite pas à ce micro-État et à sa région frontalière. Certaines des méthodes et la plupart des résultats pourront être utilement appropriés par tous ceux qui, scientifiques, personnalités politiques ou citoyens d'ici et d'ailleurs, cherchent à mieux comprendre et accompagner la construction européenne.

Vincent Goulet

CREM, université de Lorraine  
vincent.goulet@univ-lorraine.fr

### Francis LALANNE, *Révoltons-nous*.

Cergy-Pontoise, InLibro Veritas, 2011, 156 p.  
À télécharger, licence Art Libre : [http://www.ilv-bibliotheca.net/pdf\\_ebook\\_gratuit/revoltons-nous.pdf](http://www.ilv-bibliotheca.net/pdf_ebook_gratuit/revoltons-nous.pdf)

*Révoltons-nous* est un ouvrage que nous n'attendions pas, mais qui ne semble pas moins indispensable dans la compréhension du climat politique actuel. Habitué au succès musical populaire et aux frasques médiatiques atypiques, Francis Lalanne signe cet ouvrage comme un manifeste « destiné à ceux qui ne veulent plus

courber l'échine, à tous ceux qui ne sont plus dupes, à tous ceux qui veulent résister : se révolter » (p. 156). Principalement axé sur la problématique française, sans toutefois y rester cloisonné, ce livre, foncièrement polémique, a le mérite d'analyser qualitativement la problématique du changement de paradigme politique qui semble à bout de souffle en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. Une position partagée par de multiples auteurs, altermondialistes, ONG, anonymes, qui constatent tous que le système n'est plus adapté aux citoyens, mais sert une certaine élite bien loin des préoccupations de l'ensemble de la population : « Nous confions la chose publique à des intérêts privés ; spoliant chacun d'entre nous de son rôle de citoyen. Rôle qui devrait être celui de gouverner l'État ». Effectivement, si l'on examine les faits récents de la dernière investiture, le système semble conçu de telle manière que ce qui devrait être le gouvernement de tous devient en réalité le gouvernement d'un seul. « Le système est tout simplement le contraire de la république », « la République n'est pas une république, mais tout simplement une monarchie constitutionnelle » (p. 19).

On peut donc penser que le but du système n'est plus de s'améliorer, mais de se maintenir : « L'élu ne cherche plus à garantir les droits humains mais à demeurer en place ». « L'imposture est que l'élu du peuple aujourd'hui ne sert plus les intérêts du peuple, mais ceux de son clan, de son groupe [...] et lorsqu'il arrive au pouvoir il devient sourd à la voix qui l'a élu » (p. 21). D'ailleurs, nul ne craint plus l'opinion publique qui se retrouve instrumentalisée entre ceux qui votent et sont obligés de choisir entre les invariables postulants, et ceux qui ne votent pas, en refusant de sélectionner dans ce qu'on lui propose de manière toujours identique. Une réalité concrète sous-jacente, qui concerne chaque électeur en puissance et confirme ce que Francis Lalanne dit clairement : « Il n'est que trop clair que celle ou celui qui sera élu aux prochaines élections présidentielles, qu'il soit de l'un ou de l'autre des partis ayant produit des élus [...] ne pourra être, dans le système actuel, qu'un tyran au sens propre du terme (p. 37). Pourtant il est évident que dans une république, le seul souverain c'est le peuple et il doit le rester, même si le système inadapté semble l'en empêcher. Francis Lalanne en appelle donc à la révolution, une révolution sage, tranquille, saine, sereine et heureuse dans la paix constitutionnelle, par laquelle il suggère une révolte par le vote (pp. 38-45).

Il critique également les tenants et les aboutissants de la crise, où ceux qui en sont responsables mettent en

place une sournoise trouvaille : l'austérité. « Une belle invention du pouvoir financier pour se maintenir en place, où seuls les pauvres et les classes moyennes sont touchés ». Cela se matérialise quotidiennement par la diminution des retraites, l'augmentation des impôts, l'augmentation des charges, de l'énergie, le déremboursement des médicaments, la multiplication des taxes directes et indirectes, etc. Au même moment, ces États qui plaident unilatéralement pour l'austérité, cautionnent et alimentent considérablement les pouvoirs financiers les exonérant de leurs mauvaises opérations, tout en profitant de la garantie avantageuse de subvenir aux besoins consécutifs du système politique. Tout naturellement, Francis Lalanne s'interroge : « Que penser, dans ce nouveau monde, de ceux qui veulent aujourd'hui prêcher l'austérité plutôt que le bien collectif ? [...] Une société qui condamne les plus faibles à l'effort pour préserver l'intérêt des plus forts ; une société sans confiance et sans solution pour les plus défavorisés que d'aggraver leurs conditions d'existence ; une société dont les intérêts préservés par le système ne sont pas ceux de la majorité des citoyens du monde, mais, hélas, ceux de la minorité à qui les peuples ont confié leur avenir » (p. 51).

Plus loin, il ne manque pas de pointer de manière incisive et documentée le manque de crédibilité de l'ensemble de la classe politique en dénombrant tous les exemples récents de tromperie, de dérapages, de mauvaise foi, d'abus et de corruption, jusqu'aux activités exclusives opérées en toute impunité, tout en suivant le précepte « faites ce que je dis, pas ce que je fais ». Paradoxalement, les politiciens n'hésitent pas à criminaliser et à réprimer sévèrement ces mêmes actes quand ils ne sont pas l'objet des membres de leurs rangs, mais le fait de simples citoyens (pp. 53-71). Francis Lalanne estime donc qu'il « ne faut plus nous laisser bernier, manipuler par la pensée toute faite que nous impose le pouvoir médiatique dans son ensemble, et qui n'a qu'un seul but : lobotomiser notre conscience ! » (p. 72).

Malheureusement, nous ne pouvons que partager son avis quand il affirme que la majorité de la population a perdu son aptitude à se révolter ; à la fois aveuglé par les multiples discours pseudos-contradictaires et les formes de culpabilisation qui lui font admettre qu'il a une part de responsabilité non négligeable à tous les problèmes de la société (pp. 108-109). Pourtant, il rappelle vigoureusement que le peuple jouit d'un droit fondamental de résistance à l'oppression, inscrit dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Il est donc de notre devoir de ne plus accepter que les

élus ne cessent de franchir le seuil du tolérable pour empêcher tout dialogue, mais surtout de réduire peu à peu la liberté des citoyens. Ainsi de nombreuses lois oppressives sont-elles « décrétées » dans l'urgence pour faire obstacle par tous les moyens à la simple expression d'un contre-pouvoir populaire. En ce sens, Francis Lalanne considère qu'il « est temps que chacun d'entre nous retrouve cette envie, cette joie, cette fierté de France qui fut si longtemps l'apanage de notre Nation. Et pour ce faire il ne faut plus que l'État étouffe notre peuple sous une bulle opaque de lois sans autre fondement que les besoins particuliers de ceux qui nous gouvernent, et leur nécessité de garantir la survie du système contre leurs propres électeurs. Cette situation ne peut plus, ne doit plus durer ! Il faut nous révolter ! Il nous faut nous unir pour délivrer la France du piège institutionnel dans lequel elle s'est précipitée elle-même. Il faut nous révolter ! » (p. 94). Sans surprise, Francis Lalanne propose de réformer le système pour passer à une Sixième République plus juste, plus égalitaire et plus préoccupée de ses citoyens. Il décrit également l'instrumentalisation de la sphère médiatique qui ne fait que relayer des campagnes de culpabilisation où seuls les clivages politiques gauche-droite coexistent et s'approprient la garantie de pérennité en maintenant de manière permanente un conflit qui divise pour mieux régner (pp. 113-116). Au fur et à mesure des arguments, on constate bien qu'il « s'agit d'un monde endoctriné par l'idéologie régnant qui est celle de la pensée unique. Celle d'un système qui, pour se maintenir, s'est drapé d'un lin blanc des idéologies reçues pour s'en faire une probité candide » (p. 117). Il est vrai qu'aujourd'hui, il n'y a plus de réelle opposition revendiquant un changement politique et social différent.

Plus loin, Francis Lalanne tente de dresser les qualités idéales d'un futur président qui serait pour lui une femme : honnête, intelligente, courageuse, incorruptible, dévouée, énergique, humble, à l'écoute, inventive, impartiale, imaginative, intègre, disponible, désintéressée, libre de toute entrave politicienne ou idéologique (p. 121). Il explique aussi que le système actuel empêcherait toute candidature par le principe abusif des 500 signatures publiques qui verrouille toute possibilité pour un simple citoyen d'accéder aux responsabilités sans l'investiture d'un appareil institutionnel, impliquant unilatéralement le parrainage et le mandat d'un parti : « Le principe [...] me semble relever simplement d'un protocole de clan c'est-à-dire d'une méthode mafieuse » (p. 121). Il plaide tout naturellement pour « une France nouvelle, une France réelle » : « Pas cette France qui, par le pouvoir donné à la discrimination, crée dans la conscience collective

une population de regardés et une population de regardants... Pas la France de la peur de l'autre et de la xénophobie à laquelle la dictature médiatique veut nous inféoder... Pas cette France des privilèges qui appauvrit les pauvres pour enrichir les riches à l'image d'un monde auquel elle s'est opposée par la voix de ses principes constitutionnels et philosophiques tout au long de son histoire républicaine. Pas la France du mensonge et de la corruption dont nous donne plus que jamais l'exemple le monde politique... Mais la France libre, équitable et fraternelle qu'il nous faut bâtir ensemble si nous voulons rester la France ! » (pp. 122-123).

Enfin, la question qui ressort de ce plaidoyer, est celle des priorités et de la légitimité des élus qui gouvernent, en regard de la place du citoyen qui ne peut que subir le système sans réellement s'y intégrer. Le ressentiment que cela fait ressurgir au moment même des échéances électorales pose plus que jamais la question du choix qui semble insoluble sans changement radical de paradigme.

**Gilles Boenisch**

CREM, université de Lorraine  
gilles.boenisch@gmail.com

**Roland PFEFFERKORN, *Genre et rapports sociaux de sexe.***

Lausanne, Éd. Page deux, coll. Empreinte, 2012, 140 p.

Dans la collection de poche soignée des Éditions Page deux, *Empreinte*, dédiée plus spécialement à des problématiques socio-économiques et de travail avec une perspective critique à l'endroit du système capitaliste ou de ce que l'on a pu nommer le « tournant néo-libéral », voici un ouvrage de synthèse, lisible et offrant un point à jour sur les approches sociologiques du genre et des rapports sociaux de sexe, domaine de recherche où les travaux se sont multipliés ces dernières années.

Roland Pfefferkorn, professeur de sociologie à l'université de Strasbourg, propose un tour d'horizon appuyé sur une bibliographie utile, comprenant à la fois un certain nombre de références devenues classiques et des recherches récentes. Il a lui-même dirigé des ouvrages collectifs et des dossiers de revues sur le sujet. Le lecteur qui connaît la version amendée de son habilitation à diriger des recherches (*Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classes, rapports de sexes*, Paris, Éd. La Dispute, coll. Le genre du monde, 2007) ne sera pas surpris en parcourant le présent ouvrage, dont la ligne directrice est, de la même façon,

la dimension cumulative des inégalités et l'enjeu de l'articulation des rapports sociaux, notamment pour comprendre la construction des catégories.

La focale privilégiée dans le présent volume est de clarifier les débats qui se sont développés autour du « mouvement des femmes », et en particulier de présenter les concepts qui ont émergé. Le cadre de pensée reprend le dispositif déplié dans l'ouvrage de 2007, en soulignant d'emblée que ce mouvement n'est pas unique : il faut en comprendre les contours et les divergences pour en saisir la portée, notamment entre les courants différentialiste et matérialiste, qui se structurent respectivement sur un clivage identité/différence et égalité/inégalité ; de ce second dualisme ressort plus spécialement l'approche en termes de rapports sociaux de sexe, mettant en avant les fondements matériels et socio-économiques des antagonismes entre les sexes. C'est dans cette posture que s'inscrit Roland Pfefferkorn.

Le livre s'organise en quatre chapitres. Le premier invite à « rompre avec le naturalisme », suivant une mise en perspective de moyen terme qui synthétise un certain nombre d'apports développés dans *Inégalités et rapports sociaux*. Il s'agit de différentes dimensions simultanées de l'oppression des femmes (« exploitation, domination, discrimination, stigmatisation ») et plus encore de l'entrée matérialiste, qui s'inspire du concept de « mode de production capitaliste » forgé par Karl Marx pour interroger le « mode de production domestique » ou encore le « patriarcat » et relie ainsi les évolutions du travail des femmes, y compris dans la dialectique production/reproduction avancée par certains auteurs pour questionner les interactions entre système productif et structure familiale. On comprend alors mieux comment apparaît la problématique de la division sexuelle du travail, à la fois dans la sphère professionnelle et domestique, en arrière-plan des réflexions en termes de rapports sociaux de sexe.

Un deuxième mode d'élaboration théorique est présenté au chapitre 2, à savoir les études de genre, qui ont connu une forte diffusion internationale, à la fois dans plusieurs disciplines des Sciences humaines et sociales et en imposant progressivement le domaine des *gender studies* – fût-ce en jouant parfois de la polysémie du terme genre. Précisément, l'auteur souligne la diversité des registres et des usages du concept de genre – qui désigne le sexe social, renvoie aussi à des contraintes organisationnelles et institutionnelles, questionne les sexualités (par exemple, la théorie *Queer* à partir des années 90)